

# ROUBAIX

## LA OATHO DANS LA LAIQUE

Nos lecteurs ont lu la lettre que nous avons publiée hier, adressée à M. le Préfet du Nord par un instituteur laïque. Cette lettre, très digne en sa forme, et juste en ses termes, très légitime en ses réclamations, est qualifiée « d'écœurante » par la « Croix du Nord ».

Nous nous en voudrions de ne pas faire connaître à nos lecteurs le morceau de littérature du journal papeterier qui témoigne d'une mentalité particulière.

Cette lettre est simplement écoeuvante, dit la douce et benoîte feuille.

Il faut espérer pour l'honneur du corps enseignant de Roubaix, que l'état d'esprit de l'instituteur qui a écrit cette lettre, est une exception.

Il n'est pas possible que les instituteurs publics aient perdu toute dignité et toute réserve au point de se considérer comme les hommes au service d'un parti contre un autre parti, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

Car, si manquant à leur mission, j'entends à la mission qu'on a voulu leur confier dans les écoles prétendant neutres.

Pendant deux ans, la commission scolaire a été une école laïque, on a vu, comme les propagandistes d'idées politiques ou antireligieuses.

# TOURCOING

## Encore la Prévoyance

Le citoyen Delphin Dumortier nous adresse, avec prière d'insérer, la lettre suivante :

Tourcoing, 1<sup>er</sup> juin 1904.

Monsieur le Rédacteur,

Décidément, mes détracteurs en pincent énormément pour le rôle que j'ai joué.

Après son cousin Laurand, voici à présent que M. Louis Paris rentre en scène.

M. Louis Paris se réclame du titre de président de la « Prévoyance » parce que l'assemblée générale l'a proclamé élu. Qu'est-ce que cela peut bien signifier ?

La vraie question est celle-ci : Le règlement exige la majorité absolue, M. Paris ne l'a pas obtenue.

Second grief de M. Paris : j'ai déclaré que je ne me croyais pas obligé d'exhiber l'ensemble de mon bilan.

Si la commission de contrôle l'a exigé, ainsi que c'était son devoir, je me serais exécuté à chaque inventaire trimestriel.

Au surplus, M. Louis Paris, qui est président de la sous-commission de la pharmacie, ne doit pas ignorer que tout coté les marchandises emmagasinées en notre local de la rue de Tournai.

En ce qui est du reste, je m'offre volontiers à mettre sous les yeux de n'importe quel président un livre de caisse d'épargne qui le convaincra que je n'ai pas dissipé les fonds qui m'ont été confiés, ainsi que mes adversaires l'insinuent à plaisir.

M. Louis Paris feint aussi d'ignorer que si je remplis à la fois les fonctions de président et de trésorier, c'est parce qu'il ne s'est jamais trouvé personne pour le remplacer à « gratis pro deo », ce que j'ai toujours fait. Il ne peut cependant avoir oublié que j'ai demandé à différentes reprises à la commission de me faire remplacer dans les fonctions de trésorier-payeur.

Quant aux bruits que M. Paris me reproche de faire courir pour nuire à sa candidature, je me contente de déclarer qu'ils sont en tous cas fort éloignés des malveillantes accusations qu'il répand sur mon compte.

Delphin DUMORTIER, président de la « Prévoyance ».

LES DONS CI-APRÈS ONT ÉTÉ FAITS EN FAVEUR DES LAPEURS EN GRÈVE :

Don de M. Gheysens, rue Pasteur, 120 kilos de savon.

Don de M. Anselme Haquet, au Noir Bonnet, 50 kilos de pommes de terre.

Don de M. Leonie-Dubur, fabricant de chapeaux, 25 boîtes de cigares.

Dimanche 5 juin, des bals organisés au bénéfice des tisseurs en grève auront lieu dans les salles des estaminets suivants : chez Hurteaux, 23, boulevard de la République ; chez Debruyère, rue de Gand, 177 ; chez Louis Saint-Venant, place de Neuville.

Des cartes seront vendues cinquante centimes pour les cavaliers ; quarante centimes pour les dames.

Elles donneront droit à l'entrée dans les trois bals.

ACCIDENT DE ROULAGE

Hier soir, vers 7 heures, un camion appartenant à M. Lancelin et Paris, entrepreneur de transports, a été accroché, rue de la République, à la voiture de M. Vanoverbergh-Lahousse, appartenant à Caneleu-Lambert.

Brancards cassés. Arrangement à l'amiable.

CHRONIQUE DU VOL

Au cours de la nuit de mardi à mercredi, on a dérobé un coq de combat d'une valeur de 20 francs, appartenant à M. Alphonse Surmont, 32 ans, cabaretier, rue de l'Épître.

Dans la même nuit, un vol d'outils a été commis dans la nouvelle école municipale de la rue du Flicon.

Ces outils, qui représentent une valeur de 60 francs, appartiennent à M. Jean Tagormet, 32 ans, cimentier, rue du Sentier, 42.

Informations et Communications diverses

CONVENTION. — Un contrat de location a été relevé pour l'usage public contre Jules D., 31 ans, journalier, rue de l'Amiral-Courbet, 83.

ARRIVAGES AUX HALLES. — Il est arrivé mercredi matin aux Halles : moutons, 150 k.; porcs, 20 k.; volailles, 20 k.; asperges, 60 boîtes ; fraises, 20 k.; pois, 120 k.; artichauts, 500 ; beurre, 20 k.

LES RENTES DES TRAVAILLEURS

A l'usine électrique de la gare Roubaix-Anneux, un mécanicien, Gérard Lesnes, 39 ans, a eu le pied droit écrasé ; 20 jours d'incapacité de travail.

A la filature Emile Lopt et fils, un ratifonneur, Delphin Samy, 36 ans, rue des Fials, 212 a eu le pied droit écrasé ; 20 jours d'incapacité de travail.

A la filature Réquart et Génard, un fleuriste, Arthur Bischoff, 30 ans, rue de Madagascar, s'est blessé à la tête et au bras gauche en tombant ; 7 jours d'incapacité de travail.

ÉTAT CIVIL DE TOURCOING, du 1<sup>er</sup> juin 1904

Naissances. — Dubar Blanche, rue de Gand, 289 ; Verceyrosse Raymond, rue Nationale, 122.

Décès. — Cornille Gustave, 20 ans tapissier, Dumoulin, J.B., 46 ans, 2, Bissonnet Raymond, 38 ans, rue Nationale, 122.

LUMINOL Savon pour le linge, les laines, les flanelles et le ménage.

Autour de Roubaix-Tourcoing

CROIX

ÉTAT-CIVIL. — Du 1<sup>er</sup> juin 1904. — Naissances. — Richard Germaine, rue de la Chasse, 2 ; Vanhonne Elodie, rue de la Dupuisserie, 40.

Décès. — Huyman Auguste, 6 mois, rue de Lille, 30.

HARMONIE MUNICIPALE. — Répétition générale aujourd'hui, jeudi 3 mai à 8 heures et demi au local, Café Hurlbutz.

WATTELOS

VACCINATION. — Deux séances de vaccinations gratuites pour tous les habitants de Watteles, inscrites au rôle de la Direction médicale, auront lieu les dimanches 5 et 12 juin de 8 heures à 10 heures du matin à l'école des filles du Centre, rue de la mairie.

ACCIDENT. — A la brasserie de M. Alfred Delcourt, au Sapin-Vert, Léonide Georges, 20 ans, a eu le pied droit pris entre deux rouleaux écrasés. Incapacité de travail : 3 mois.

ÉTAT-CIVIL. — Du 31 mai. — Naissances. — Julien Vanoverbergh, rue de la Disulterie ; Marguerite Duquenne, rue Thiers ; Pierre Huis, rue de Roubaix prolongée.

Décès. — Germaine Desbroux, 30 ans, tonnelier et Maria Loncke, 26 ans, sans profession.

BAISEUX

LA FRAUDE. — Le brigadier Guizet et le préposé Lohand de la brigade de Baiseux, ont arrêté lundi vers 9 heures du soir, à passage Fricot, une fillette de 13 ans, passant avec une robe de chambre, qui était porteur de 1300 allumettes.

Manier à 4 heures mardi après-midi à la gendarmerie de Lannoy pour être écroué à Lille.

# LILLE

## LA GRÈVE TEXTILE

La situation ne s'est pas modifiée à Lille. Un peu plus de misère seulement est entrée dans les foyers depuis la récente décision de la municipalité fermant les cuisines populaires.

Nous savions déjà que la pitié n'était pas un article du programme municipal ; cette scandaleuse disposition prise à l'égard des malheureux des Lille nous montre au jourd'hui comment et au profit de qui la Ville de Lille sera administrée maintenant.

Les grévistes se sont réunis, hier, à six heures et demie, à l'hôtel des Syndicats, pour y entendre les citoyens Delory, Rassel, Inghels et Creton exposer quelle situation créait au prolétariat textile la résistance des patrons et pour débattre sur quelques questions à l'ordre du jour : Fermeture des cuisines populaires, suppression de l'éclairage de la Bourse du Travail, etc.

A l'issue de la réunion, l'ordre du jour suivant a été voté :

« Les grévistes textiles de Lille et environs, réunis au nombre de 1.200 à l'hôtel des Syndicats, le 1<sup>er</sup> juin, après avoir entendu les citoyens Delory, Rassel, Inghels et Creton ;

« Protestent de la façon la plus énergique et signalent à l'attention de la population, la conduite de la Municipalité actuelle qui, au mépris de toutes ses promesses, a fermé les cuisines populaires dans le but d'affamer les travailleurs et de les faire rentrer à l'usine dans des conditions désastreuses ;

« Comptent sur la solidarité des camarades d'Armentières et d'Houplines pour les soutenir dans la lutte contre leurs patrons.

« Espèrent que les camarades tisserands sauront résister à la solidarité plus ou moins entravée et qu'aucune défection ne se produira.

« Se séparent au cri de : « Vive la Grève ! Vive la Solidarité ouvrière ! »

FERMETURE DES CUISINES POPULAIRES

Les grévistes, réunis en assemblée générale, ont décidé d'adresser à M. le Maire de Lille la lettre suivante, pour protester contre la fermeture des cuisines populaires :

« A la date du 31 mai, vous nous avez informé que les cuisines de la rue du Béguinage, de la rue Fombeille et de la Porte de Cantelue (c'est-à-dire 3 cuisines sur 6) seraient fermées aux ouvriers grévistes.

« Etant donné que depuis votre arrivée à l'hôtel de Ville vous avez supprimé les fournitures gratuites de charbon et des épices ;

« Que les trois cuisines qui resteront ouvertes ne seront pas suffisantes pour la cuisine des aliments nécessaires à la totalité de nos camarades ;

« L'assemblée générale tenue à l'hôtel des Syndicats, le 1<sup>er</sup> juin, a décidé de ne pas accepter cette façon de faire qui forcerait la moitié des grévistes à se passer de nourriture.

« Dans ces conditions, nous ne nous servirons plus des cuisines.

« Pour justifier cette mesure qui ne tend à rien moins qu'à affamer les ouvriers qui réclament pour un travail exténuant, un salaire le plus élevé de nos jours, nous avons fait appel à votre amitié et nous espérons que vous voudrez bien nous aider en raison de l'état des finances de la Ville. Cette raison sera jugée pour ce qu'elle vaut, surtout lorsque l'on saura que le budget de 1904 contient un crédit de 26.000 francs pour le fonctionnement des cuisines populaires pendant deux périodes fin hiver 1903-1904 et commencement hiver 1904-1905 ; qu'il ne peut se faire que la partie du crédit 1903-1904 soit épuisée, mais que l'autre ne l'est pas.

« C'est donc, comme nous le disons plus haut, de votre part l'ingratitude de vouloir faire la famine les ouvriers à se livrer pieds et poings liés à vos amis les patrons.

« Nous espérons que votre désir ne recevra pas satisfaction. Qu'en matière même de mesure prise contre nous, la solidarité ouvrière se fera plus grande, que les gros sous tomberont plus nombreux dans les tronc de nos quéteurs, ce qui permettra à nos femmes et à nos enfants de ne pas trop souffrir en attendant que les patrons finissent par nous rendre justice.

« Veuillez, etc... »

CHEZ LES BOULANGERS

La Chambre syndicale des ouvriers boulangers adresse au public l'appel suivant :

« La corporation des ouvriers boulangers déjà si éprouvée par le surcroît de travail des ouvriers embauchés qui, sans aucune loi pour les protéger sur la réglementation des heures de travail sont astreints à un labeur parfois de 14 à 16 heures consécutives entraînant de la sorte les ouvriers dans des conditions de chômage, subit en ce moment une nouvelle crise par suite de l'installation de coopératives, si désastreuses aux boulangers de la ville, et par conséquent aux ouvriers pris l'emploi trop souvent d'ouvriers occupés ces coopératives.

« La nouvelle chambre syndicale des ouvriers boulangers émue de cet état de choses, organise une grande tombola au bénéfice de sa caisse de chômage afin de venir à l'aide aux ouvriers sans travail dont un grand nombre de familles.

« Nous osons faire appel à votre bienveillance habituelle et vous prions d'avoir l'extrême obligeance de faire don d'un lot destiné à cette tombola.

« La corporation entière, si intéressante à la population lilloise ose espérer que vous accueillerez favorablement notre demande et vous prie d'agréer avec ses remerciements anticipés, ses sentiments les plus distingués.

« Pour le Syndicat, »

« Le Secrétaire, »

« Marcel BAELDE, »

CHEZ LES JARDINIERS

Une réunion corporative aura lieu dimanche 5 juin, à 10 heures, chez les citoyens SAINTE-NENANT, secrétaire de la Fédération des syndicats ; BONDEUX, conseiller prud'homme ; VITAL WILLEMET, secrétaire du Syndicat de la Métallurgie.

Ordre du jour : Métiers d'être syndiqué.

Formation définitive du Syndicat des Jardiniers.

ARRONDISSEMENT D'AVESNES

TRELON

GRAVE ACCIDENT

Hier, dans la matinée, M. Wacquier, fermier, a fait tomber un cheval sur sa machine actionnée par un cheval est installée devant sa porte consiste en un tourniquet à jour qui porte la force motrice à l'intérieur de la ferme pour tous les usages domestiques.

Or, une fillette de 13 ans jouant en ce moment auprès du tourniquet, sa pied fut pris dans l'engrenage, et lorsque le père entendit les cris de son enfant, intervint et arrêta le cheval, l'enfant était tombée évanouie, le pied droit déchiré. Une opération s'imposait, le médecin durent couper le gros orteil, le doigt voisin et une partie du troisième qui étaient complètement broyés. On redouta pour l'enfant les suites de cet accident.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI

DORIGNIES

MORT MYSTÉRIEUSE D'UNE OUVRIÈRE

L'autopsie du cadavre

Comme nous l'avions annoncé hier, l'autopsie du cadavre de la malheureuse Eugénie Cochet avait été décidée.

Par suite de retards résultant de formalités administratives et judiciaires, cette opération n'a pu être pratiquée que mercredi vers 3 heures de l'après-midi, par le docteur Bret et le docteur Fauchaux, médecin-légiste.

# PAS-DE-CALAIS

## ARRAS

CHUTE MORTELLE. — Le nommé Réant-Libessart, âgé de 57 ans, cabaretier, demeurant à Saint-Michel, s'était servi d'une échelle pour monter sur un arbre dans son jardin. Tout à coup, sans que l'on pût s'expliquer comment le fait s'était produit, il tomba et vint s'abattre lourdement sur le sol.

Quand on le releva, il avait cessé de vivre.

ACCIDENTS. — Le nommé Thomas Thon, âgé de 21 ans et habitant boulevard Carnot, 21, en travaillant à la sculpture de la chocolaterie Ibled, a fait une chute malheureuse et s'est fracturé le bras droit. Il a été reconduit à son domicile avec une gratification de 40 jours de chômage.

ADINFER

CHATEAU CAMBRIER. — Des cambrioleurs encore inconnus jusqu'ici ont dévalisé l'habitation de M. Adinfer, rue de la République, à Arras.

Mme veuve Petit habite ce château avec deux servantes, mais elle n'absente fréquemment pour venir passer quelques jours dans un autre domicile qu'elle possède à Arras, laissant la garde du château à un gros chien lâché en liberté dans le parc. Dans la nuit du 28 au 29 mai, des cambrioleurs essayèrent d'abord de pénétrer dans l'immeuble par un souterrain qu'ils démolirent à la machette, mais ils se heurtèrent à la porte de la cave, très solide et hermétiquement fermée, qu'ils ne purent forcer ; ils grimpèrent sur le toit en zinc d'une arrière-cuisine, forcèrent une persienne du premier étage et, brisant un carreau, pénétrèrent dans la maison. Là, ils fracturèrent les meubles, firent main basse sur l'argenterie, bijoux et nombre d'objets précieux et ils disparurent, laissant comme gage sur les lieux leurs instruments de travail.

La justice recherche activement une bande d'individus dont on possède le signalement et qui avait fait son apparition dans la commune ces jours derniers ; on espère bientôt mettre la main sur les coupables. Cet exploit a jeté un grand émoi dans la commune d'habitude si paisible d'Adinfer.

TRIBUNAUX

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE

Audience du 1<sup>er</sup> Juin

Présidence de M. CHANCEL, vice-président

M. JARDEL CONTRE LE REVEIL. — M. Ludovic Jarrel, dont l'attitude dans une réunion électorale avait été jugée en termes qui lui déplurent, avait fait adresser à notre géant une épître rectificative par ministère d'huissier.

Le gémireur parut, mais trouqué et agité de réflexions que M. Jarrel trouva impertinentes, ce qui nous valut de comparer hier devant le tribunal correctionnel.

M. Bataille représentait M. Jarrel ; M. Rajat le « Réveil ».

Après les plaidoiries, le tribunal se recueillit et prononça son jugement et rendit un verdict qui condamnait notre géant Callimache à 16 francs d'amende avec sursis et à 1 franc de dommages et intérêts.

BAVILLES

TRILLES

LE SEUL RECOMMANDÉ PAR MM. LES MÉDECINS

Dans tous les Cafés, les bons Estaminets, les principales Epiceries et chez tous les Entrepreneurs

EXIGER L'ÉTIQUETTE SUR LA BOUTEILLE

AVOCAT

Consultations par Lettre 2 FRANCS

Timbres reçus en paiement

Rehabilitation (Lits Récoltes) ; Naturalisations à peu de frais ; Faillite ; Liquidation ; Redaction Judiciaire ; Testament ; Divorce ; Radication d'Actes ; Droits d'enregistrement et Contributions. — Tous renseignements.

C. JEAN, rue du Nouveau-Abbe, 28, LILLE

DISCRETION ABSOLUE

BULLETIN COMMERCIAL

MARCHE DE PARIS

Cours de clôture du 1<sup>er</sup> juin

AVIGNON. — Calmes. — Courant, 14 65 ; prochain, 14 25 ; J.-Août 14 30 ; 4 dern., 14 40.

SEIGLES. — Calmes. — Courant, 15 ; prochain, 14 50 ; J.-Août 14 50 ; 4 dern., 14 55.

BLÉS. — Calmes. — Courant, 20 25 ; prochain, 20 50 ; J.-Août 20 25 ; 4 dern., 20 75.

MAÏS. — Calmes. — Courant, 27 50 ; prochain, 27 75 ; J.-Août, 27 75 ; 4 dern., 27 85.

LIN. — Calmes. — Courant, 40 ; prochain, 40 25 ; J.-Août, 40 25 ; 4 dern., 40 75.

SUCRES. — Faibles. — Courant, 37 75 ; prochain, 38 12 ; J.-Août, 38 25 ; 4 dern., 38 25 ; 4 pr., 38 75.

GOLZA. — Calmes. — Courant, 46 ; prochain, 46 25 ; J.-Août, 46 75 ; 4 dern., 47 50 ; 4 pr., 48.

ALCOOLS. — Calmes. — Courant, 29 ; prochain, 29 75 ; J.-Août, 29 50 ; 4 dern., 30 25 ; 4 pr., 34 75.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI

DORIGNIES

MORT MYSTÉRIEUSE D'UNE OUVRIÈRE

L'autopsie du cadavre

Comme nous l'avions annoncé hier, l'autopsie du cadavre de la malheureuse Eugénie Cochet avait été décidée.

Par suite de retards résultant de formalités administratives et judiciaires, cette opération n'a pu être pratiquée que mercredi vers 3 heures de l'après-midi, par le docteur Bret et le docteur Fauchaux, médecin-légiste.

# CHRONIQUE ECONOMIQUE

## LES TRAMWAYS DE LILLE

L'information donne le compte-rendu de l'assemblée générale des actionnaires des tramways de Lille, qui a eu lieu mardi 31 mai à Paris, sous la présidence de M. André Berthelot, président du conseil d'administration, assisté de MM. Edouard Empain et Albert Mary, les deux plus forts actionnaires présents.

M. Mary donna lecture du rapport du conseil d'administration.

Après avoir passé en revue le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1903 et donné des explications sur les différents postes de l'actif et du passif, le rapport dit que les recettes des 77 kilomètres exploités se sont élevées à 290,928,034. Ces recettes sont supérieures à celles du précédent exercice.

Les bénéfices, déduction faite de l'ensemble des dépenses d'exploitation, ont atteint 1,143,094 fr. 00 et avec l'adjonction du montant du report de l'exercice 1902, soit 302,365 fr. 29, 1,445,359 fr. 29, somme qui, après prélèvement des amortissements spéciaux de l'impôt, l'impôt, etc., donne un solde à répartir de 1,240,199 fr. 47.

Le rapport a terminé en demandant pour le conseil d'administration les autorisations nécessaires pour l'exercice en cours et notamment de créer, par une émission d'obligations, les capitaux nécessaires à la construction des nouvelles lignes concédées à la Compagnie.

L'assemblée